



AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK
RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE

174, rue Joseph II str.
B 1000 BRUSSELS - Belgium
Tel. +32.(0)2.234.68.10 / Fax. +32. (0)2.231 14 13
email: aeijn@aeijn.org
<http://www.aeijn.org>

NOUVELLES D'AEFJN N° 53, NOVEMBRE 2011

RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

RD Congo : Lancement d'un site pour la transparence du travail dans les mines

Un site web a été lancé pour promouvoir la transparence dans le secteur minier en République démocratique du Congo, qui est tourmenté par le conflit et la corruption. Le Centre Carter a dit qu'il avait aidé à lancer [congomines.org](http://www.congomines.org) pour donner aux gens plus d'informations sur le secteur minier, y compris les contrats et les paiements. Des centaines de documents et de cartes sur les mines seront publiés sur ce site, a-t-il ajouté.

<http://www.congomines.org/>

COMMERCE INTERNATIONAL

Le Ghana signera probablement un APE

Le gouvernement du Ghana informera probablement la *Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO) de ses plans d'aller seul signer l'Accord provisoire de partenariat économique (APPE) lorsque les Ministres du Commerce de la sous-région se réuniront dans le pays plus tard au cours de ce mois. Le Ministre du Commerce et des Industries, Hannah Tetteh, a dit aux media que le pays aurait préféré se joindre à d'autres pays membres de la CEDEAO pour signer l'APPE en tant que corps; cependant, les négociations sur l'accord commercial avec l'Union Européenne sont arrivées au point mort – poussant le gouvernement à reconsidérer ses options. « La raison pour laquelle nous devons prendre une décision pour signer l'APPE est que la Commission Européenne a proposé au Parlement Européen de stopper l'accès des pays ACP au marché de l'UE d'ici janvier 2014 », a-t-il ajouté.

<http://www.bilaterals.org/spip.php?article20535> (site en anglais, français et espagnol, mais l'article est en anglais)

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Réglementer la ruée vers les terres

L'adoption par consensus du texte des lignes directrices – détaillé, malgré les nombreux intérêts en jeu - est reportée à 2012. Les investissements étrangers directs vers l'Afrique continuent d'augmenter à des niveaux sans précédent. Ils exacerbent les inégalités sociales. Les lignes directrices, en cours de préparation depuis plusieurs années, devraient renforcer les communautés locales et réduire la «ruée vers les terres» qui génère la faim, les conflits et les atteintes aux droits de l'homme.

http://www.aeijn.org/index.php/info-384/articles/Regulating_the_rush_for_land_-_Adoption_of_DIV_delayed_to_2012.html

Une nouvelle approche de la faim en Afrique

Devant les promoteurs de semences hybrides et d'engrais, Mr Buffet a défendu que l'agriculture a besoin avant tout d'une meilleure connaissance et d'une bonne utilisation du sol. L'Afrique contient des centaines de types de sols. Cela nécessite une diversité d'approches et une plus grande attention aux propriétés du sol.

<http://www.merid.org/fr->

[FR/Content/News_Services/Food_Security_and_AgBiotech_News/Articles/2011/Oct/13/c.aspx](http://www.merid.org/fr-Content/News_Services/Food_Security_and_AgBiotech_News/Articles/2011/Oct/13/c.aspx)

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'inaction sur le climat menace santé et revenus

Ce rapport du PNUD (programme des Nations-Unies pour le développement) met en lumière les liens inextricables entre l'équité et la durabilité. Il note que, si des actions audacieuses ne sont pas entreprises, des dommages à l'environnement, y compris des effets sur le changement climatique, peuvent retarder ou inverser le progrès du développement obtenu les dernières années. Le rapport argumente que le développement durable doit être approché comme une question de justice sociale élémentaire, pour la génération actuelle comme pour les suivantes.

<http://www.beta.undp.org/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2011/11/02/2011-human-development-report-environmental-trends-threaten-global-progress-for-the-poor.html>

CONTROLE DES ARMES LEGERES

Les ventes globales d'armes ont diminué en 2010 par rapport à 2009

En 2010, la vente d'armes a décliné jusqu'à environ 40 milliards 400 millions de dollars; 76% de ces armes sont allées dans des pays en voie de développement. Ceci représentait une diminution importante de 38% des ventes d'armes par rapport à 2009, et c'était le chiffre le plus bas depuis 2003. A cause de la crise financière mondiale, les pays en voie de développement ont effectué moins d'achats dans les deux dernières années. La plupart des armes sont vendues à des pays en voie de développement, et 10 pays comptent pour 60% de toutes les ventes dans la période de 2003 à 2010. Le commerce d'armes est une vaste entreprise. Les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies (USA, Russie, France, Royaume Uni et Chine), avec l'Allemagne et l'Italie, sont responsables d'environ 84% des armes vendues entre 2003 et 2010. Certaines des armes vendues vont à des régimes où des violations des droits humains auront lieu. La corruption accompagne souvent les ventes d'armes à cause des fortes sommes impliquées.

<http://www.globalissues.org/article/74/the-arms-trade-is-big-business> (en anglais)

SANTE ET MEDICAMENTS

Un «nez électronique» pour détecter les cas de tuberculose

Le «nez électronique» ressemble aux alcootests. Le patient souffle dans l'appareil et des capteurs détectent les particules de tuberculose, un diagnostic quasi-immédiat et très sûr, selon les chercheurs. L'appareil a été mis au point en Inde. Cette nouvelle technologie pourrait s'avérer très utile dans la lutte contre la tuberculose qui tue 1,7 million de personnes chaque année dans le monde. Ce «nez électronique» pourrait sauver 400.000 personnes dans les pays en développement, en fournissant un diagnostic rapide, permettant de soigner sans perdre de temps et de réduire ainsi la contagion. Une efficacité d'autant plus accessible que le dispositif ne coûterait qu'entre 15 et 22 euros (20 à 30 dollars) alors que cette maladie est actuellement détectée via des tests coûteux et dont le résultat nécessite plusieurs jours d'attente.

<http://fr.clint.be/actua/buitenland/un-nez-electronique-pour-detecter-la-tuberculose>

AFRIQUE

L'UE ignore l'impact des réformes financières sur les pays en voie de développement

Selon un nouveau rapport publié par l'organisation sans but lucratif SOMO (le Centre pour la recherche sur les sociétés multinationales), les réformes financières européennes ignorent les pays en voie de développement et le développement durable. La crise financière qui a éclaté en Europe à l'automne 2008 a abouti à une crise économique qui a touché fortement beaucoup de pays en voie de développement. Le manque d'opportunités d'exportations et de crédit bancaire pour le commerce a sérieusement touché les revenus de pays en voie de développement. Afin de prévenir une nouvelle crise, l'Union Européenne (UE) a commencé à réformer son secteur financier. Mais l'UE n'a pas suffisamment pris en compte l'impact des réformes financières sur les pays en voie de développement. L'UE s'est focalisée sur la stabilité financière plutôt que sur des services financiers au bénéfice de la société dans son ensemble. Le manque de réforme du marché dérivé des produits alimentaires de l'UE continue à influencer les prix des denrées alimentaires dans les pays en voie de développement, en mettant les gens en danger d'aggraver la pauvreté. Ce rapport fait partie d'un projet qui vise à assurer que les intérêts des pays en voie de développement aussi bien que le développement durable, soient pris en compte lorsque l'UE décide sa série de réformes financières.

<http://somo.nl/news-en/fixing-global-finance> (anglais)

 [The Missing Dimension](#) (anglais)

Est ce que le continent africain est en train d'émerger?

Il y a de bonnes nouvelles au sujet des économies africaines émergentes, mais les bases d'un développement économique durable ne sont pas mesurées uniquement par des transactions. Alors que les Africains ont fait des transactions avec le monde aussi longtemps qu'ils ont vécu, le continent semble rester en léthargie et en stagnation. Les volumes des transactions dépassent à peine les bénéfices nationaux car la plupart des pays africains ne peuvent pas répondre à leurs besoins sans compter sur des redevances de l'industrie extractive et l'aide étrangère. L'Afrique n'a pas investi dans les industries extractives parce qu'aucune banque africaine ne peut se permettre de placer un milliard dans des prêts pour une industrie aussi intensive. Récemment en Ouganda, on avait besoin d'environ 200 millions de dollars pour une entreprise de télécommunications. Un consortium de banques importantes ougandaises n'a pu rassembler l'argent nécessaire pour le prêt. Le même scénario s'est déroulé au Nigéria au début des années 1990 lorsque le gouvernement organisait le projet de gaz naturel, une entreprise de 12 milliards de dollars. Les banques nigérianes ont cherché la participation et le Président a convenu de mettre 10% de côté...

1 milliard 200 millions de dollars du coût du projet à financer par les banques nigérianes. Elles n'ont pu le faire.

<http://www.africanexecutive.com/modules/magazine/articles.php?article=6203&magazine=360> (anglais)

Observatoire africain des mobiles 2011

La première édition africaine de la série GSMA observatoire des mobiles offre une vue d'ensemble de l'industrie africaine des communications mobiles. Le rapport se focalise sur la manière dont les opérateurs mobiles et les gouvernements africains peuvent travailler ensemble pour continuer l'histoire remarquable de la croissance de l'industrie africaine des mobiles. Les bénéfices que les services mobiles ont déjà apportés à des centaines de millions d'Africains peuvent être étendus à ceux qui doivent encore se connecter. Ce faisant, le continent africain peut continuer à apporter à sa population, non seulement des services de communication, mais aussi des services financiers améliorés, des soins de santé et l'éducation et provoquer une augmentation de la richesse économique et du développement.

http://www.gsmworld.com/documents/African_Mobile_Observatory_Exec_Summary_0711.pdf (anglais)

Des fonds vautours menacent des pays africains

Des fonds vautours opèrent en rachetant la dette d'un pays quand il est dans le chaos. Lorsque le pays s'est stabilisé, les fonds vautours reviennent exiger des millions de dollars en remboursement des intérêts et des taxes sur la dette originale. Jusqu'à présent, selon la Banque Mondiale, les 26 vautours principaux sont parvenus à récolter un milliard de dollars dans les pays les plus pauvres et ils s'appêtent encore à récolter 1 milliard 300 millions de dollars. Le fonds vautour FG Hémisphère est allé à Jersey pour revendiquer 100 millions de dollars de la RD du Congo parce qu'un vide juridique signifie que l'île est exemptée des lois anti-vautour qui ont été édictées au Royaume-Uni l'an dernier.

<http://www.guardian.co.uk/global-development/2011/nov/15/vulture-funds-jersey-decision-debts?intcmp=122> (anglais)

<http://www.cadtm.org/Ils-saignent-le-Sud-avant-de-s> (français)